VENDREDI 12 FÉVRIER 1836.

GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FERRES,
N° 11.
Les lettres et paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE
18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

COUR DES PAIRS.

(Présidence de M. Pasquier)

13^e Audience. — 11 février 1836.

ATTENTAT DU 28 JUILLET. — AFFAIRE FIESCHI.

A midi et demi, les accusés sont amenés devant la Cour. Fieschi, selon l'habitude, reçoit plusieurs lettres qui lui sont remises au moment où il prend place sur le banc des accusés. Ce sont autant de demandes d'autographes. Depuis que les journaux ont publié que des Anglais avaient acheté vingt lous une ligne de ce grand criminel, les demandes se multiplient. On entend Fieschi dire : « Je n'en donnerai plus ; je suis bien fâché, c'est un parti pris. Mais vraiment, ajoute-t-il en s'adressant à un avocat placé près de lui, maître un tel, si j'en donnais tant, ça n'aurait plus de valeur ; ce serait comme les assignats. J'en donnerai tant qu'on en voudra après ma condamnation. (Puis, après une réflexion) On me donnera sans doute bien le temps de satisfaire aux demandes des départements et de l'étranger. Peut-être bien qu'en sortant d'ici on ne me conduira pas de suite à la barrière Saint-Jacques. (En souriant) Vous savez ? — Vous avez du temps devant vous, lui répond son interlocuteur. En supposant même votre condamnation, n'est-il pas possible que vous soyez obligé d'aller témoigner en Cour d'assises, dans l'affaire de Neuilly ? » Cette idée ne paraît pas déplaire à Fieschi, qui reprend d'un ton plus gai : « Oh bah ! tôt ou tard... Je suis bien prêt... C'est un calice à boire, et il y a long-temps que je suis prêt à le boire. Je ne tremblerai pas quand il faudra marcher. — Espérez toujours, reprend ici M. Sajou, en italien. Qui sait si vous serez obligé de marcher vers ce chemin ? — Espérer ! répond Fieschi ; il y a long-temps que je n'espère plus. — Est-ce bien vrai cela ? réplique le premier interlocuteur de Fieschi. Voyons, la main sur la conscience, n'est-ce pas qu'on espère toujours ? — Oh ! oh ! dit Fieschi, l'espérance soutient l'homme jusqu'à la tombe ; c'est le fond de la boîte à Pandore. »

Le bruit se répand au barreau que Pépin a fait demander M. le président pour faire une déclaration. M^{rs} Dupin et Marie sont mandés dans le cabinet de la présidence.

On annonce la Cour.

L'audience est ouverte à une heure moins dix minutes.

M. le greffier en chef fait l'appel nominal.

M. le président : L'accusé Pépin ayant fait connaître ce matin qu'il désirait avoir un entretien avec moi, je me suis rendu à la prison du Luxembourg, et j'ai reçu de lui la déclaration dont il va être donné lecture. (Marques de curiosité.)

« L'an mil huit cent trente-six, le 11 février, à dix heures et demie du matin, nous Etienne-Denis Pasquier, pair de France, président de la Cour des pairs ;

« Vu la lettre à nous adressée par l'accusé Pépin, en date d'hier, et annexée à notre procès-verbal de ce jour ;

« Nous nous sommes transportés à la maison de justice de la rue de Vaugirard, où, étant assisté de Léon de Lachauvinière, greffier en chef-adjoint de la Cour, nous avons fait amener devant nous l'accusé Pépin, lequel, après nous avoir protesté de nouveau de son innocence, nous a annoncé qu'il était la victime de Fieschi. Il a ajouté relativement à l'accusé Boireau, que celui-ci était venu chez lui le dimanche 26 juillet, pour lui emprunter son cheval en lui faisant cette demande comme ami de Bescher ; que lui, Pépin, a en effet consenti à prêter son cheval à Boireau et que, le lendemain, ledit Boireau est venu réellement prendre le cheval et s'est promené avec ce cheval, sans que lui, Pépin, ait su où Boireau était allé ; réellement la seule part qu'il ait eue dans cette affaire, et qu'il a prise sans savoir quel était le but que se proposait Boireau. L'accusé Pépin nous a dit que jamais il n'a connu Fieschi sous son véritable nom, et qu'il a toujours cru qu'il lui poursuivait comme détenteur d'armes de guerre, d'après ce que Fieschi lui-même lui avait dit. Quant aux déclarations de Boireau et de Fieschi, il dit qu'ils ont pu s'entendre ensemble à cet égard.

« Et a signé avec nous et le greffier en chef-adjoint de la Cour, après lecture faite.

« TH. PÉPIN, PASQUIER, LÉON DE LACHAUVINIÈRE. »

M. le président : Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Pépin : M. le président et MM. les pairs, j'ai cru devoir rester dans la vérité en vous faisant la déclaration qu'on vient de lire. Cependant, en disant que le fait est vrai en lui-même, je ne pourrais préciser le jour où il est venu pour emprunter mon cheval. Je sais que je l'avais vu une fois avec Fieschi, voilà ce que je puis dire et répéter pour rendre hommage à la vérité.

M. le président : En faisant votre déclaration, vous avez très bien précisé la date du dimanche 26 juillet : cette date a été fixée et rappelée avec beaucoup de soin.

Pépin : Je ne me le rappelle pas.

M. le président : Vous savez que je ne vous ai pressé en rien, que je n'ai fait que constater ce que vous avez dit.

Pépin : M. le président a pu voir que mes yeux étaient mouillés de larmes. J'étais bien tremblant en pensant à ma femme et à mes enfants. Mon trouble enfin était... était bien extrême. Je n'ai pas bien pu préciser le jour où cela s'est passé... le fond est vrai... ce sont mes propres paroles.

M. le président : Boireau, qu'avez-vous à dire sur cette déclaration ? vous voyez qu'elle n'est pas entièrement conforme à la votre. Elle est conforme au jour où il vous a dit de venir prendre son cheval. Elle est conforme en ce que le lendemain vous seriez revenu pour prendre le cheval. Elle n'est pas conforme en ce que vous avez dit que vous n'avez pas pris le cheval, que vous ne vous en étiez pas servi. Qu'avez-vous à dire ?

Boireau, vivement : Messieurs les pairs, je me suis tu pendant six mois ; je me suis tu par pitié pour un père de famille, pour ne pas le perdre. Je craignais que mes paroles ne fussent contre lui des charges déshonorantes. (Marques d'attention.) Mais comme, pour prix de mon sacrifice, Pépin me charge, je n'ai plus de ménagements à garder, et je vais dire toute la vérité. (Grand silence.)

« Le dimanche 26, j'ai dîné, comme vous le savez, chez Sarbled. Je croyais aller le soir à Mémilfontant avec une connaissance que je n'avais pas vue depuis long-temps. J'ai dit son nom à M. Zangiomi. Elle restait chez M. Rolland, boucher ; elle se nomme Sophie Porchon. Lorsque je fus sur le boulevard du Temple, ne l'ayant pas trouvée, je pris le parti d'aller la demander chez son frère, rue de Charenton, n° 176. En revenant, j'avais bien chaud ; j'entraî chez l'épicier Pépin. Je demandai un verre d'absynthe et de l'eau ; on me le servit. J'aurais fini de prendre mon verre lorsque Pépin arriva en cabriolet, en char-à-banc, je ne suis pas bien sûr. « Vous voilà, me dit-il, entrez donc dans mon cabinet... » (Pépin fait un geste et se lève à demi.) Ce que je vous dis là, Messieurs, est de la plus exacte vérité. Je vais encore vous dire toute la vérité sur le reste. M. Pépin me demanda s'il y avait long-temps que je n'avais vu Fieschi ; je lui dis que j'avais été

avec lui chez un serrurier pour commander une barre de fer ; que je lui avais prêté un foret pour y percer des trous. Nous parlâmes ensuite de commerce ; il me dit : « La revue approche... Il y aura du bruit... » Je lui répondis : « Tout le monde en parle. » Pépin prit : « Oh ! c'est presque sûr. Il y a un galérien à la tête d'hommes armés qui doivent tirer sur le Roi... Ce que je vous dis là est parfaitement exact. » Pépin me dit : « Revenez demain soir, j'aurai quelque chose à vous dire. J'ai une promenade à faire sur les boulevards. Je ne veux pas y aller moi-même, je suis trop connu pour m'y montrer avec ma grande redingote jaune. » (Je cite ses expressions.) « Venez demain sur le canal, ajoutez-il, je vous dirai quelque chose. » Il me donna rendez-vous sur les bords du canal. J'y allai le lendemain, et Pépin me mena du côté de la rue de Bercy, dans son écurie. Si la Cour le desire, je ferai la description des lieux. En entrant à gauche, on trouve le coffre de l'écurie. Pépin y prit même de l'avoine qu'il donna à ses chevaux. Au milieu, il y a un manège. Dans le fond à droite, se trouvent les chevaux. Pépin me dit là qu'il avait promis de passer sur le boulevard, afin qu'on pût ajuster sur lui des canons de fusil. (Mouvement.) Après cela, il me dit comme ça : « Voulez-vous y aller, vous ? » Moi, sans sentir les conséquences de la chose, je dis oui. Cependant je me repris, et je dis que je ne savais pas monter. Il me dit : « Montez toujours, » et je consentis. Mais il tombait de la pluie. Je n'allai que jusqu'au boulevard Saint-Antoine, et je revins sur mes pas. (Pépin qui est resté quelques instants la tête penchée dans ses mains, fait signe qu'il veut parler.) Si Pépin n'avait pas parlé contre moi, continue Boireau, je me serais tu ; mais j'ai dû parler, et je vous le jure, ce que je viens de vous dire est l'exacte vérité. Pépin m'a dit qu'il avait promis à Fieschi d'aller à cheval sur le boulevard pour ajuster les canons de fusil. Qu'il dise maintenant, lui Pépin, si cela n'est pas vrai.

Fieschi : La Cour vient d'entendre Boireau dire qu'il n'était pas passé à cheval sous mes fenêtres. Je l'avais dit.

Pépin : Il y a quelques jours, MM. les pairs, vous vîtes Boireau faire bien des grimaces pour m'accuser en résultat, et voilà tout. (Rumeurs, chuchotements.) Moi, j'ai parlé avec vérité. Je ne serais pas comme je suis, les yeux levés devant la Cour des pairs si je ne disais pas la vérité. Or, je dis que Boireau et Fieschi sont venus chez moi pour me perdre. Boireau est venu chez moi... C'est lui qui m'a dit le nom de Fieschi. Certes on ne vient pas comme cela chez un individu sans avoir quelque dessein, et maintenant je prierai M. le président d'adresser une seule question à Fieschi. Est-ce que je savais où était son domicile, où il résidait ?

Boireau : M. Pépin m'a dit que le lendemain il devait avoir rendez-vous au faubourg Saint-Jacques avec quarante personnes. Ceci est encore vrai. Je dis l'exacte vérité, moi...

Pépin, brusquement : C'est encore la même chose, vous l'avez déjà dit.

Plusieurs pairs : Laissez parler Boireau.

Boireau : Il ne m'a pas donné le nom et l'adresse de ces hommes ; j'ai présumé que c'étaient les plus zélés qui devaient l'aider pour l'attentat. Pépin vous a dit qu'il n'avait jamais ni vu ni connu Fieschi. Eh bien ! j'ai été avec Fieschi chez Pépin, et quand j'ai été seul chez Pépin, celui-ci m'a demandé si Fieschi ne m'avait pas dit quelque chose.

Pépin : Je ne prétends pas que Boireau soit complice de Fieschi. Je crois que Boireau a été, comme les autres, entraîné... Dans une position comme celle-là, je ne veux pas l'accuser... Mais voyez-vous, il serait vraiment douloureux qu'après avoir fait le crime comme ils l'ont fait, ils viennent ainsi perdre un malheureux père de famille... Ah ! vraiment !... (L'accusé se rassied.) Ça ne se conçoit pas !...

M. le président, à Boireau. Quand Pépin vous a dit de vous promener sur le boulevard du Temple, vous parlez-t-il de Fieschi ?

Boireau : Oui ; il me dit que Fieschi avait dit qu'il fallait s'arrêter devant le Jardin-Turc.

M. le président : Toutes les fois que Pépin vous a parlé de Fieschi, vous a-t-il parlé de lui en le nommant Fieschi ?

Boireau : Oui... sans doute.

Pépin : M. le président, énumérez ce que Boireau a dit, vous verrez qu'il y a dans ses allégations à ma charge une infinité de mensonges, je ne dirai plus d'erreurs (Mouvement.) quand Boireau vient vous dire que je lui avais dit que Fieschi était un galérien, toute l'instruction dit positivement que Fieschi s'est présenté chez moi au moment où j'étais poursuivi pour détention d'armes de guerre que je ne possédais pas. Il me dit qu'il était aussi poursuivi au sujet de ces mêmes armes. (L'accusé force sa voix et érie plutôt qu'il ne parle.)

« Ainsi, je n'ai jamais dit que Fieschi était un galérien, je ne l'ai jamais vu, je ne pouvais pas le dire. En fait d'accusations un seul mensonge, ce me semble, détruit toutes les allégations qui peuvent peser sur un homme... Ce sont des erreurs !

« Maintenant j'aurais une seule chose à dire, c'est qu'évidemment si j'avais été le complice de Fieschi, je ne me serais occupé que de cette idée, je n'aurais pas été avec mon épouse et mes jeunes enfants me promener au bois de Vincennes le dimanche, et le lendemain et surlendemain je ne me serais pas occupé d'affaires d'intérêts. Je n'ai jamais cessé de m'occuper de mes intérêts.

Boireau : J'ai dit la vérité, je n'avais point intention de faire de dénonciations à la Cour, et même j'ai répondu d'avance à Pépin ce matin. Pépin en entrant, (les gardes municipaux qui sont ici peuvent l'attester) m'a abordé en disant : « Dites donc ce que c'est Bescher qui vous a dit d'aller chercher mon cheval. » Je demande aux gardes municipaux s'ils ne nous ont pas fait séparer ?

Pépin, à demi-voix : C'est une erreur ! Je ne vous ai pas dit cela.

M. le président : Pépin, vous entendez ce que vient de rapporter Boireau, qu'en entrant ce matin à l'audience, vous lui avez dit : « Mais dites donc ce que c'est Bescher qui vous a dit de venir prendre mon cheval. »

Pépin : Je n'ai pas parlé de cela.

M. le président : Lui avez-vous parlé d'autre chose ?

Pépin : Non, Monsieur... Oui, je lui ai dit que j'avais été, dans la position où il me mettait, obligé de dire ce que je savais.

M. le président : Y a-t-il des gardes qui l'aient entendu ?

Un garde municipal, se levant : Je n'ai pas bien entendu, M. le président ; mais je les ai séparés, parce qu'ils causaient ensemble.

Boireau : Je demanderai ensuite à M. Bescher, qui est ici, et qui n'y est pour rien, puis que l'accusation est abandonnée à son égard, si je ne dis pas la vérité. Je lui demande si Pépin ne lui a pas dit la même chose qu'il allait me répéter, quand les gardes nous ont séparés.

Pépin, se tournant vers Bescher : Est-ce que je vous ai dit cela, moi ?

Bescher : C'est la vérité ; quand je suis entré, M. Pépin m'a dit : « Dites à Boireau qu'il dise ce que c'est Bescher qui l'a envoyé chercher un cheval, de la part de Fieschi. » Je répète ce propos, mais je ne sais pas ce que ça veut dire, je n'y comprends rien.

Pépin : J'ai dit à Boireau... c'est-à-dire à Bescher, que Boireau l'avait mis dans une position fâcheuse... Ma femme était venue... ma femme et mes enfants étaient arrivés ce matin dans un état pitoyable... Je n'avais jamais connu Fieschi sous son véritable nom. Je m'en réfère à lui... Il

dira que je ne l'ai jamais connu que sous le nom de Boireau... c'est-à-dire de Bescher ; et je ne sais pas pourquoi... Chose... Boireau est venu dire que je l'avais connu sous son nom. La vérité est ce que j'ai dit.

Boireau : Ce n'est pas le soir même du dimanche qu'il m'a dit que c'était Fieschi, c'est le lendemain. Le 26, il m'a dit qu'un galérien avec des hommes armés, devait faire feu sur le Roi ; c'est le lendemain qu'il m'a dit que ce galérien était Fieschi.

Pépin : Je vous prie de demander à Fieschi à quelles personnes il a dit qu'il était galérien ; il ne me l'a pas dit, jamais je n'ai pu le savoir.

Fieschi : Il ne faut pas se décourager, Monsieur le président, cela viendra. La vérité viendra petit à petit. Une femme accouche à sept et à neuf... Voilà sept mois que cela dure... L'enfant de Pépin viendra à terme ; il accouchera de la vérité. (Vive sensation mêlée d'hilarité ; longue agitation.)

« Voilà, Monsieur le président, continue Fieschi, la première fois que je suis été confronté avec Pépin ; il faisait comme un cheval borgne, il ne voulait pas me reconnaître ; mais il ne pouvait ignorer mon nom véritable ; je lui ai montré mes papiers de la commission des condamnés ; il y a vu le nom de Fieschi. Mes défenseurs vous ont dit qu'ils ne voulaient pas attaquer Pépin ; ils sont dans leur droit. Quant à moi, il m'est permis de dire la vérité et de la faire connaître à la Cour et à la France entière. Je ne connais pas de déguisement. »

Pépin : Et moi, si j'avais affaire à un homme d'honneur, je ferais un appel à sa conscience, et je lui dirais : « Dites bien à la Cour, puisque vous parlez de vérité, si je suis ou non votre victime. » Si Fieschi avait mis à profit les conseils que je lui ai donnés dans un autre temps, il n'aurait pas commis cet attentat, et je ferais un appel à sa conscience... Je ne le puis pas dans ce moment.

M. le président : Boireau, lorsque Pépin vous a proposé de vous promener à cheval sur le boulevard, vous a-t-il dit quelle serait l'utilité de cette démarche ?

Boireau : Il n'a pas dit quelle nature d'utilité en résulterait ; il m'a dit de m'arrêter un instant devant le Jardin-Turc ; voilà l'exacte vérité.

M. le président : Pépin, vous rappelez-vous avoir dit à Boireau à quoi cette démarche pourrait être utile ?

Pépin : Jamais ! jamais !... Je ne puis me soustraire à mon malheureux sort... Je sais que je serai condamné... J'en suis convaincu d'après les larmes de mon épouse dans son entrevue de ce matin... Mais, je le jure, je suis victime d'un guet-à-pens épouvantable.

M. le président : Boireau, ne vous êtes-vous pas servi de l'expression d'élèves en parlant des hommes que Pépin devait aller chercher ?

Boireau : Il n'a pas dit les élèves, mais les zélés. Je suis content d'avoir dit ce que j'avais à dire ; Pépin m'y a obligé par sa dernière déclaration.

M. le président : Qu'entendait-il par les zélés ?

Boireau : J'ai pensé que c'étaient les gardes nationaux qui étaient les partisans de Louis-Philippe. Peut-être il s'est servi d'une autre expression, mais je l'ai compris comme cela.

M. le président : Boireau, vous venez de dire tout à l'heure que cette dernière déclaration de Pépin vous avait décidé vous-même à compléter vos aveux. Faites bien ici votre examen de conscience, voyez si vous avez tout dit. Vous pouvez remarquer que la vérité se développe à chaque instant davantage, et par conséquent vous ne pouvez y échapper. Vous avez commencé il y a quelques jours des révélations auxquelles vous êtes aujourd'hui obligé d'ajouter quelque chose. Si vous vous résolvez de donner encore demain ou après demain quelques nouveaux détails, vous feriez bien mieux de les donner dès aujourd'hui.

« Vous avez déjà parlé au commencement de ces débats d'un autre projet dont vous vous êtes entretenu avec Fieschi. (Mouvement général de curiosité.) Recherchez dans votre mémoire tout ce que vous avez dit sur ce sujet dans vos conversations avec Fieschi, et tout ce qui vous a été répondu par lui, ou confié par d'autres. Puis voyez s'il ne reste pas quelque point à éclaircir, s'il n'y a plus rien qui doive appeler votre attention, et avertir votre conscience. Vous êtes dans une position grave ; vous vous êtes trouvé mêlé, je veux le croire, par égarement de jeunesse, par un entraînement fatal, à des projets contre la vie du Roi. Aujourd'hui la seule manière d'obtenir un peu d'indulgence, de mériter quelque adoucissement à votre sort, c'est de rendre à votre pays le service de dire tout ce que vous avez appris sur ces machinations, à quelle époque et de quelle manière vous en avez été averti. Cette observation, que je devais vous faire, est dans votre intérêt le plus pressant ; elle est dans l'intérêt de la société, qui a le besoin, qui a le droit de connaître la vérité tout entière. C'est donc un devoir pour vous de dire tout ce que vous savez. »

Boireau : Je jure sur mon âme et conscience que si j'avais quelque chose de plus à révéler, je le dirais. Instruit ce matin que M. Pépin avait fait une déclaration, je voulais moi-même prendre la parole à l'entrée de l'audience, c'est M. Paillet, mon avocat, qui m'en a empêché, en disant qu'il fallait attendre. Je vous ai dit les choses comme elles se sont passées.

M^e Paillet : Je dois, en ce qui me concerne, ajouter quelque chose à l'explication de Boireau. Il était question au barreau, avant l'ouverture de l'audience, de révélations faites ce matin par Pépin ; elles sont arrivées aux oreilles de Boireau, qui m'a manifesté l'intention de prendre la parole à l'ouverture de l'audience. Je lui ai dit : « Non, cela ressemblerait à une récrimination ; attendez que M. le président vous adresse la parole. » Tel est le sens de mes paroles, et j'espère que la Cour n'y verra rien qu'elle n'approuve. »

M. le président : Parfaitement bien : Il n'y a rien que de très convenable dans la conduite du défenseur (à Boireau) : Vous avez fait des confidences à Fieschi ; vous lui avez parlé d'un projet qui n'était pas le sien, mais qui avait avec le sien d'odieux rapports. Vous ne pouvez avoir oublié cela ; hé bien ! dites tout ce que vous avez, surtout ce que vous avez fait.

Boireau : M. le président, je ne sais quel était le projet de Fieschi, mais je me rappelle qu'un tout jeune homme est venu un jour me demander si j'avais des armes ; j'en ai parlé à Fieschi, mais je n'ai pas cru devoir entrer dans des explications à cet égard.

M. le président : Boireau, dans la position où vous êtes, c'est un fait grave pour vous d'avoir parlé à Fieschi d'un autre attentat qui avait tant d'analogie avec celui dans lequel vous vous trouvez impliqué comme complice. Il est donc pour vous d'un devoir rigoureux de dire toute la vérité. Voici ce que vous avez dit dans un interrogatoire relatif à cet autre attentat :

« J'ai vu venir chez moi un jeune homme que je ne connais pas ; il me dit que cinq personnes, qui se réunissaient rue Montorgueil, voulaient assassiner le Roi sur la route de Neuilly ; il me les a nommées, mais je n'ai pas cherché à savoir leur noms. »

D. Cependant (vous a-t-on dit), vous avez parlé d'eux à Fieschi depuis leur arrestation, et vous lui avez dit leurs noms ? Vous avez répondu que ces individus avaient été arrêtés ; que vous en étiez bien sûr ; qu'ils devaient aller sur la place de la Révolution pour assassiner

le Roi, il y en a un (avez-vous ajouté), avec lequel j'étais un peu brouillé, mais avec le reste je suis bien ami. »

M. le président : Remarquez que je viens de vous faire voir que vous ne déclarez pas tout. Je ne vous ai pas dit que vous y fussiez allé; je vous ai dit que vous saviez beaucoup de choses. N'est-ce pas un nommé Husson qui est venu vous faire cette déclaration?

Boireau : Non, Monsieur.

M. le président : Il est impossible que vous ne vous souveniez pas de ce nom?

Boireau, après une longue hésitation : Oui, c'est lui, mais je ne lui ai pas vu d'armes, je sais seulement qu'il m'a demandé si j'en avais.

M. le président : L'avez-vous revu depuis?

Boireau : Je ne l'ai jamais revu depuis, car il est arrêté.

» J'étais occupé à vendre lorsqu'il se présenta; je n'ai pas compris tout ce qu'il m'a dit; je n'y attachais pas d'ailleurs grande importance; je pensais qu'il bavardait comme beaucoup de jeunes gens, comme moi peut-être. »

M. le président : Vous avez su qu'il se formait une réunion en dehors de la barrière de Ménilmontant ou Belleville? Ne saviez-vous pas quels étaient ceux qui devaient se réunir? Tout cela est important, attendu la nature de l'affaire et la gravité de votre position. Cherchez dans votre mémoire et tâchez d'y retrouver les noms de ces personnes.

Boireau : Si je me le rappelle, je vous le dirai; je sais qu'il m'a cité des noms, mais je n'y ai pas fait attention; je n'y attachais aucune importance.

M. le président : Que vous n'y ayez pas attaché de l'importance alors, cela peut se concevoir; mais vous ne pouvez pas y avoir attaché peu d'importance après l'arrestation, puisque vous en avez parlé à Fieschi?

Boireau : Si je me le rappelle, je le dirai. Je sais bien que Fieschi a cité des noms. Je les ai oubliés.

M. le président : Je vous réinterrogerai à la fin de l'audience; cherchez d'ici là dans votre mémoire; n'y avait-il pas aussi un brocanteur?

Boireau : Je ne me rappelle pas si j'ai parlé d'un brocanteur. Je ne puis citer son nom.

M. le président, à Boireau : Vous devez savoir cependant comment se nommait le brocanteur qui, d'après votre dire, était un homme très solide, très capable; vous l'aviez nommé à Fieschi dans le temps? — R. Je ne me le rappelle pas.

M. le président : Vous l'avez nommé à Fieschi dans le temps.

Boireau : Fieschi pourrait se le rappeler aussi.

M. le président : Vous n'auriez pas été avec lui par hasard à Ménilmontant chez un marchand de vin?

Boireau : Ah! oui, j'y suis allé, mais je ne me rappelle pas le nom.

M. le président : Ne serait-ce point avec un nommé Dulong?

Boireau : Ce n'est pas Dulong. Je suis allé un dimanche à Ménilmontant, mais c'était une partie de plaisir que j'avais projetée avec un de mes pays, un nommé Andronin.

M. le président, à Boireau : Qui vous avait invité à y venir?

Boireau : J'y suis allé le soir; je ne sais pas ce qui a été dit, et qui m'avait recommandé d'y aller. Si je me le rappelle, je vous le dirai.

M. le président, à Boireau : Puisqu'on vous avait dit d'aller de ce côté, qui vous l'avait dit?

Boireau : On me disait cela quand j'allais au café.

M. le président, à Boireau : Il y avait donc plusieurs personnes qui vous avaient dit cela puisque vous dites : On?...

Boireau : Si les jeunes gens n'étaient pas détenus, je pourrais peut-être parler; mais ce n'est pas à moi d'aggraver leur position. Tout ce que je puis dire, c'est que je suis innocent. Je ne voudrais pas améliorer mon sort en empirant celui d'un autre.

M. le président : Il ne s'agit pas d'aggraver leur position, il s'agit de ne pas rendre la votre plus mauvaise et de la rendre au contraire plus favorable.

Boireau : Je ne voudrais pas améliorer ma position pour empirer celle des autres.

M. le président : Je vous ai bien averti; à la fin de l'audience, je vous rappellerai mes interrogations.

Fieschi : Je demande à parler sur un point, j'ai lu un journal ce matin, dans lequel on dit que j'ai été ma défense à M. Patoni. Pas du tout, je ne lui pas été ma défense; je lui ai dit seulement de se modérer, parce que son langage ne me convenait pas, et... je lui avais promis d'avance de le rappeler à l'ordre. (On rit.)

M. Patoni prend la parole pour achever sa plaidoirie. Après avoir résumé ce qu'il a dit hier, il s'attache à démontrer que l'incurie de l'administration, avertie la veille de l'attentat qui devait avoir lieu, peut être considérée comme une circonstance atténuante en faveur de Fieschi.

« Mais, dira-t-on, si le lieu de la revue eût été changé, l'autorité aurait eu l'air d'avoir peur. »

« Est-ce là raisonner, nobles pairs... Mais il est tout naturel d'avoir peur d'une machine infernale! C'est parce que l'on n'a pas eu peur que l'on a laissé exposer les jours du Roi et des princes : que l'on a laissé massacrer un maréchal de France, des généraux, des citoyens, des femmes, des enfants. »

« Le Roi était d'un admirable sang-froid au milieu de la mitraille? Cela est vrai; mais le Roi aurait pu être tué, mais les jeunes princes ont été exposés à périr à côté du Roi. Et l'on appelle cela du courage? Il y a du courage à affronter l'ennemi sur le champ de bataille; il n'y en a pas à aller sur le bord d'un volcan, alors qu'il fume et qu'il menace le ciel de ses tourbillons de flamme; il n'y en a pas à aller affronter une machine foudroyante que l'on sait presque d'avance devoir faire explosion à un endroit déterminé. On ne fait pas ainsi abnégation de soi-même, on n'expose pas ainsi le chef d'une dynastie et l'héritier de son trône. »

« A vos consciences maintenant, nobles pairs, le soin de décider si tous ces faits ne doivent pas profiter un peu à l'auteur de l'attentat. Pour moi je les considère comme autant de circonstances atténuantes. Fieschi eût été bien satisfait, croyez-le, que le cortège ne fût point passé sous ses fenêtres. Il n'aurait eu alors aucun reproche à craindre : on n'aurait pas pu l'appeler homme sans cœur, chevalier d'industrie, lâche, escroc, qualifications offensantes qu'il redoutait et qui bouleversèrent de nouveau son esprit au moment où M. Lavocat et sa légion s'éloignèrent de la portée de ses canons et qu'il reprit l'exécution de son fatal projet. »

« Messieurs, dit en terminant M. Patoni, depuis l'ouverture des débats, un revirement s'est opéré dans l'opinion publique en faveur de Fieschi; cet homme, si odieux pendant six mois, est devenu tout-à-coup intéressant par la franchise de son langage, son mépris pour la mort, et la manifestation de toutes les qualités qui le distinguent. Ce n'est pas sans émotion, assurément, que vous avez entendu M. Lavocat rendre hommage aux sentiments de Fieschi, à sa rare intelligence, à son inébranlable courage, à sa profonde gratitude. »

« Ce n'est pas sans émotion non plus que vous avez vu Fieschi s'émouvoir jusqu'aux larmes à l'aspect d'une jeune fille. Quoi! cet homme qui médiocre le renversement des dynasties, qui lance la foudre sur le front des rois, qui répand la mort et le carnage au milieu des populations assemblées, possède donc un cœur tendre et dévoué? Qui, nobles pairs, et c'est pourquoi il excite des sympathies. »

« On se dit : Fieschi a commis un grand crime. Mais jamais homme n'était moins né pour le crime que lui. »

« Voyez-le en effet à l'âge de vingt ans. Il a déjà fait une action d'éclat en Russie, il a gagné les galons de sergent; il a fait une seconde action d'éclat à Naples, la croix des braves décore sa poitrine. »

« Mais depuis ce moment, son étoile pâlit. Napoléon Oreste, il est poursuivi par des furies. Il a suivi le roi Joachim à Pizzo. Il est condamné à mort. Un miracle le sauve. Dans un différend de famille, il veut se payer de ses mains : on le condamne à dix ans de réclusion! »

« Dix ans, Messieurs! c'est une notable partie de l'existence d'un hom-

me. Mais, en dix ans, il aurait pu devenir général de division. Au lieu de cela, le voilà flétri à jamais par le préjugé social : et le malheureux n'a que vingt ans!

« Que du moins sa conduite à venir soit sans reproche! et dix ans s'écouler sans qu'un reproche lui soit adressé. »

« La révolution de 1830 éclate. Il offre ses services au gouvernement : ils sont acceptés. Vous en connaissez la nature et l'importance. Après un bonheur de quelques années, il se voit poursuivi par la justice... trahi par une femme qu'il idolâtrait! Et l'on veut que la mélancolie ne se soit pas emparée de cette âme si fortement ulcérée : et l'on prétendrait que son cerveau eût dû rester dans un état parfaitement normal au milieu de tant de ballottemens cruels!

« Réparez, réparez, MM. les pairs, les cruelles injustices du sort à l'égard de Fieschi, en jugeant avec impartialité non le crime en lui-même, mais les causes qui l'ont amené. Ce n'est qu'après ce jugement préalable que vous pourrez apprécier l'action de Fieschi dans toutes ses parties, et la juger moralement et matériellement. »

« Matériellement, c'est une bataille avec une partie de ses horreurs. (Murmures.) »

« Moralement, c'est un homme de cœur qu'on a rendu fou de désespoir et que le désespoir a emporté. »

« A un tel homme la gêne, la contrainte corporelle. Mais la mort! non, Messieurs, elle serait injustement appliquée. Et plus Fieschi vous la demande avec instance, comme le terme de ses douleurs, et moins vous accéderez à son appel funèbre, car vous êtes des juges et non des sacrificateurs! »

M. le président : Les autres défenseurs de Fieschi veulent-ils ajouter quelque chose?

M. Chaux-d'Est-Angé : La défense de Fieschi est maintenant complète. Il paraîtrait incooperant pour la Cour et pour les défenseurs de la reproduire. Hier, cette défense avait été interrompue; sur l'invitation de notre client, nous aurions pu dire quelques mots; mais aujourd'hui qu'il l'a complétée, il serait peu convenable de parler après lui. Je demande donc la permission de m'en abstenir.

M. le président : Votre client le demande-t-il?

M. Chaux-d'Est-Angé : Notre client dit qu'il s'en rapporte entièrement à moi.

M. le président : La parole est au défenseur de Morey.

M. Dupont : Messieurs les pairs, après l'interrogatoire que vous avez entendu hier, il conviendrait peut-être à l'avocat de Morey prendre sa propre défense avant celle de son client. Cependant, comme il y a déjà une assez grande charge qui pèse sur moi, je m'abstiendrai de me mettre en cause moi-même; fort de ma conscience, convaincu que si quelques expressions de mon discours ont pu choquer, on n'a vu dans mes paroles qu'un acte de conscience et de vérité, je m'absoudrai moi-même de mes propres fautes.

« Je viens présenter devant vous la défense d'un vieillard que vous avez pu apprendre à connaître depuis qu'il est présent devant vous à ces débats, accablé par l'âge et la maladie cruelle qui l'a conduit aux portes du tombeau. Il saura, s'il faut qu'il succombe, montrer aux jeunes gens comment on meurt avec honneur, quand on a sa conscience pour soi. Ce n'est pas sa vie qu'il vient défendre ici; c'est son honneur; et j'espère que devant vous un homme qui, après avoir fait le sacrifice de sa vie, vient défendre son honneur, sera entendu avec faveur. »

« Morey est-il coupable? Ici je dois dès l'abord commencer par vous signaler une contradiction inconcevable dans l'accusation. On dit à Pépin : vous avez fui votre domicile, c'est donc que vous craigniez les regards de la justice, vous avez par votre fuite avoué vos antécédents coupables. Si ce raisonnement était vrai à l'égard de Pépin, ce que je suis loin d'admettre, parce qu'il y a dans certaines intelligences, comme dans certains caractères, une timidité et une prudence que d'autres caractères n'expliquent pas; mais en supposant qu'il y ait eu quelque vérité dans l'argumentation de l'accusation, il me semble qu'il eût été de toute justice de dire que si Pépin est présumé coupable, par cela seul qu'il a fui les regards de la justice, au moins y a-t-il la présomption la plus capitale d'innocence en faveur de Morey, car Morey est décrié d'accusation dès le 30 août; la police se rend à son domicile, la nuit on l'arrête, on le mène devant un juge d'instruction. Par un bonheur inespéré, s'il est coupable, la justice le rend à la liberté. Certes si ce crime qu'on l'accuse d'avoir commis, pèse sur sa conscience, il va s'empresser d'user de cet instant de liberté, il n'y aura pas assez de chevaux de poste pour le transporter hors des frontières, il n'y aura pas de réduit assez caché pour abriter sa tête et sa liberté. »

« Eh bien! Morey est aussi impassible que vous l'avez vu à votre audience. Morey rentre chez lui, il se couche paisiblement, dort comme si aucune espèce de remords n'assiégeait son sommeil; et le lendemain, lorsque la justice veut le retrouver, elle n'a qu'à se présenter à son domicile; comme un débiteur ordinaire, il ouvre la porte, la reçoit et se livre à elle. »

« Je vous le demande, comprenez-vous le crime dans cette tranquillité? Mais les aveux, les accusations de mille Fieschi viendraient peser sur lui, il me semble qu'il me suffirait de vous avoir signalé cette conduite, pour qu'il vous fût impossible de le croire coupable. »

« Morey est coupable, dites-vous. J'ai bien le droit de vous demander où sont les témoins qui l'accusent. Ils se réduisent à deux : Fieschi et la fille Nina; car je ne crois pas qu'il y ait le moindre indice de culpabilité dans le fait de s'être trouvé à une espèce de promenade dans la rue Basse. »

« Si je vous explique un problème qui a paru jusqu'ici insoluble, si je vous force d'accepter mes explications sous peine d'être irraisonnables, si je fais disparaître le témoignage de la fille Nina, j'ai le droit de dire à la justice : Où sont les témoignages que vous m'opposerez? Un Fieschi!... Quel est donc celui d'entre nous qui ne pourrait être compromis par un homme comme Fieschi? Qui empêche Fieschi de s'adresser à la première personne de cette enceinte dont il peut connaître le nom, de lui demander 5 fr. 75 c. pour compléter le prix d'un fusil, et de venir le compromettre par cette demande d'une espèce d'aumône pour l'attentat? »

« S'il était possible que Fieschi seul fût preuve, une fois isolé de tous les autres éléments de culpabilité, il n'y aurait plus de sécurité dans le foyer domestique. »

« Je continue l'examen des preuves morales. J'ai vu mon client aux portes du tombeau, à peine échappé à une maladie qui semblait devoir vous dispenser de statuer sur sa vie. Quelles que fussent ses croyances, il était près de ce doute qui tourmente toutes les âmes. L'homme le plus incrédule dans sa vie, n'est pas sûr à la porte du tombeau de ne pas connaître une foi et des remords. »

« J'ai assisté Morey presque mourant, j'ai été quinze jours sans pouvoir obtenir de lui une seule parole. Eh bien! cet homme me regardait avec un œil mourant, mais calme; il me serrait la main, et il ne pouvait plus me voir que pour me dire : « Je meurs innocent. » »

« Après que la science a, pour ainsi dire, fait un miracle en ressuscitant Morey, triste miracle puisqu'il expose Morey à une mort infamante, lorsque ses gardes l'amènent dans cette enceinte, voyez-vous l'agitation de sa conscience? sa voix est faible, mais est-ce qu'elle tremble? Avez-vous aperçu sur cette figure calme le moindre remords? »

« Voyez Fieschi disputant sa tête, quoiqu'il dise qu'il ne craint pas la mort, accusant ses complices pour racheter sa vie. Quelle inquiétude, quels remords, quelle crainte qu'on ne croie pas ses paroles! Morey, qu'on aurait cru ne pouvoir défendre devant un accusateur comme Fieschi, terrible, habile, dissimulé, attaquant sans cesse, Morey ne lui répond que par son calme. En vérité, vingt fois, quand je me suis retourné vers mon client, j'en demande pardon à la Cour, je me disais avec un étonnement inexplicable : « Est-ce donc lui qui juge ici, ou lui qui est jugé? » »

« Si je parviens et c'est là le but de ma plaidoirie, si je parviens à isoler complètement les accusations de Fieschi, de sorte que je puisse le mettre seul en présence de Morey, et si vous avez à juger entre Fieschi affirmant et Morey déniaut, j'aurai à faire alors ce que l'on fait dans les affaires les plus habituelles de la vie, lorsqu'il s'agit de juger entre deux hommes. Que fait-on, s'il y a des doutes dans une affirmation ou une dénégation? On interroge la vie passée des deux hommes, et là où l'on trouve la probité, l'honneur, la bienfaisance, la générosité, là on donne la foi et la croyance. »

« Eh bien! interrogez la vie de ces deux hommes. Morey a servi son

pays, Fieschi a combattu bravement; mais lorsque la paix a succédé aux combats, l'un, espèce d'homme inquiet, turbulent, ayant besoin de sang et d'agitation, le voilà qui va troubler la paix de l'Europe, qui se fait le condottieri de Murat; l'autre, au contraire, rentre dans son pays, prend une industrie honorable, s'établit et vit en bon citoyen. Il porte dans son cœur le souvenir de son ancienne profession; il n'a pas défendu son pays pendant vingt ans pour le voir avec plaisir envahir par les bords étrangers, et aussitôt des haines s'exhalent contre lui, on l'implicite dans des complots imaginaires; son innocence est proclamée, mais il n'a pas moins gémi une année dans les fers. »

« La brutalité d'un soldat autrichien veut violer une fille dans la rue, ce soldat est accompagné d'un camarade; Morey se jette sur le sabre du compagnon, comme le soldat autrichien de tirer son épée, et là, en pleine rue, il lui plonge son glaive dans le sein. Il est encore traduit devant le jury pour ce fait honorable; le jury l'acquitte. »

« Morey avait vu ses foyers domestiques troublés. Il vint à Paris chercher un repos qu'il ne pouvait plus trouver auprès d'une femme coupable. Il fait venir ses enfants auprès de lui, et les élève comme d'honnêtes ouvriers. »

« Que fait Fieschi? Il se fait condamner dans son pays pour vol et pour faux. Que fait Morey? Il trouve sur sa route une pauvre orpheline, une ouvrière laborieuse, il l'accueille. Que fait Fieschi? Il rencontre une jeune fille et la viole; il commet, pour ainsi dire, un inceste, car c'est la fille de son épouse, de la femme avec laquelle il a vécu. »

« Voilà les deux hommes. Ne suffit-il pas de connaître les antécédents de ces deux hommes, pour décider en faveur de qui doit pencher la balance, du moment où leurs témoignages sont en présence. »

« Si Fieschi ne s'était pas posé dans cette enceinte comme un accusateur, s'il n'était qu'accusé, il aurait droit aux sentiments d'humanité, au respect que j'aurai toujours pour un accusé. Je me repentirais toute ma vie d'avoir dit une parole qui put faire tomber un cheveu de sa tête. »

« Mais Fieschi s'est fait accusateur; et nous avons à nous défendre, non pas seul, pour ainsi dire, contre le ministère public, mais contre Fieschi, car le ministère public ne fait que reproduire les accusations de Fieschi. Il faut donc que nous sachions quel est le motif de la conduite extraordinaire tenue par Fieschi. »

« Certes Fieschi n'oserait nier son crime, mais il sait que toute peine est susceptible de s'amourir. Il s'est dit : entre la mort et la prison perpétuelle, il y a pour moi Fieschi, une différence énorme. Il a beau s'écrier : « Je méprise la mort, donnez-moi la mort. Je l'appelle de tous mes vœux! » je lui répondrai : par cela même que vous l'appellez avec tant d'ardeur apparente, personne ne vous croit. Si c'est la mort que vous eussiez voulu, vous auriez enseveli dans la tombe le funeste secret dont vous étiez dépositaire. Jamais on n'a vu déshonorer en quelque sorte son crime par des accusations. La vanité qui vous domine devait vous faire passer devant cette Cour, comme seul coupable, comme seul auteur de l'attentat, en revendiquant pour vous tout le terrible honneur. »

« Au contraire, tout d'un coup on vous voit abandonner l'infâme célébrité à laquelle vous aspirez, on vous voit descendre de cette immortalité de sang que vous vous étiez créée, et vous mettre vous-même au troisième rang. » (Fieschi se contient à peine; il s'agit et se démène sur son banc, fait mine de se boucher les oreilles, et prend enfin sur lui de rester immobile.)

« M. Dupont montre ici Fieschi se présentant comme excité au crime par Morey et Pépin qui exploitent l'un et l'autre, pour le crime, l'invention prétendue d'une machine de guerre faite par Fieschi. « Voilà, dit-il, Pépin et Morey qui le poussent au crime, qui engagent sa parole; et lui, pour ne pas manquer de parole à deux lâches, à deux misérables, il accompli son forfait. »

« Mais avant de mettre le feu à la machine, j'ai vu, dit Fieschi dans ses révélations, j'ai vu mon bienfaiteur, M. Lavocat (celui qui lui a prêté deux fois 30 à 40 fr.), et aussitôt je me sens ému; si M. Lavocat reste là, mon attentat ne sera pas commis, ou plutôt je dérangerais les caisses de mes canons, et cela ira comme ça pourra. M. Lavocat s'en va, et les douces impressions, les souvenirs touchants que ses bienfaits avaient laissés dans son âme, ont troublé sa raison. Fieschi ne songe plus à rétablir sa machine. »

« Cependant, pour reprendre courage, il boit un verre d'eau-de-vie, il ne voit plus clair. Le Roi arrive avec son cortège, et dans ce moment pourtant, il est encore assez maître de lui-même pour attendre que le Roi soit passé pour mettre le feu à sa machine. »

« Voilà, Messieurs, le système de Fieschi; croyez-vous qu'il y ait là-dedans de la vérité? Si Fieschi ne faisait que se défendre à l'aide d'un pareil système, ce n'est pas moi qui voudrais le combattre; mais remarquez avec quelle habileté il a trouvé moyen de se mettre au troisième rang, comment il a été amené à faire ses prétendues révélations. Vous avez pu, Messieurs, vous convaincre par vous-mêmes de l'intelligence de cet homme; vous sentez que le moindre mot, la moindre inflexion de voix, est comprise par lui; eh bien! je vous prouverai qu'il n'a complété son système d'accusation contre Morey, qu'au moment où il a été confronté avec la fille Nina. »

« Fieschi, apprenant les déclarations complètes de cette fille, à lui-même complété son système d'accusation. »

« M. le procureur-général a été dans l'erreur quand il vous a dit que Nina et Fieschi étaient au secret et qu'ils n'ont pu se communiquer. Je prouverai par les interrogatoires que Fieschi a eu connaissance de la déposition de Nina. Ainsi, c'est dans les interrogatoires du 11 octobre, du 24 septembre et surtout dans la confrontation du 3 octobre, que vous trouverez le système complet de Fieschi. C'est d'après la connaissance qu'a eue Fieschi de la déposition du témoin, qu'il a pu harmoniser son système d'accusation contre Morey. »

« Messieurs, je suis dans une position embarrassante, je joue ici un rôle qui ne convient pas à l'avocat, celui d'accuser un homme pour en défendre un autre, mais c'est Fieschi lui-même qui m'appelle sur ce terrain en se portant accusateur. »

« Il est évident que c'est pour sauver sa tête qu'il a inventé ce système de défense. Je ne lui reproche pas un pareil désir, mais ce que je lui reproche, c'est de vouloir l'accomplir avec la tête d'un autre. Si une fois vous pouvez être bien convaincus que c'est là la base du système de Fieschi, vous vous expliquerez par là sa conduite, et vous aurez la clé de ses dénégations. »

« Vous comprenez l'intérêt qui domine Fieschi. S'il est seul, il ne peut sauver sa tête; s'il a des complices et qu'il puisse rejeter sur eux l'idée première de l'attentat, il n'est plus que l'instrument aveugle, brutal du crime, ce n'est pas lui le plus coupable. »

« Entrons maintenant dans les détails; voyons si les faits de la cause peuvent soutenir le système de Fieschi. »

« Fieschi affirme d'abord que Morey lui aurait dit un jour : « Si je tenais M. Lavocat au bout de mon fusil, certes je ne le manquerais pas. » D'abord, Messieurs, Morey nie ce propos; mais quand il l'aurait tenu, y a-t-il là une preuve d'assassinat? Non, c'est une idée de lutte, une idée de guerre civile. »

« M. Dupont raconte les bienfaits de Morey pour Fieschi, qu'il croyait être un condamné politique, un malheureux digne de pitié. Il s'attache ensuite à rendre à Fieschi la propriété du crime dont il a voulu attribuer l'idée à Morey et à Pépin. »

« M. Dupont montre que, dans le système de Fieschi, la pensée de l'attentat était conçue dans le mois de janvier, et que déjà la machine avait été préparée, les fusils achetés en février, et, après avoir dit cela, Fieschi prétend que dans le mois de mai Pépin lui aurait dit : « Comment, il ne se trouvera pas un homme pour envoyer un coup de fusil à Louis-Philippe! » Ainsi Pépin était son complice, l'attentat était arrêté, et Pépin lui parle d'un coup de fusil quand on avait imaginé une machine qui devait en tirer vingt-cinq à la fois. »

« M. Dupont établit par les notes fournies par M. Caunes, que Fieschi n'avait besoin de personne pour établir sa machine. Il avait reçu en trois mois plus de 1100 fr., et pendant ce temps, il avait vécu constamment de charités. Ainsi, il a pu payer son loyer, il a pu acheter son mobilier, de charités. Ainsi, il a pu payer les frais de la machine. Morey, non plus Pépin, ne sont donc pas indispensables pour que l'entreprise soit possible. (Pendant toute cette partie de la plaidoirie de M. Dupont, Fieschi ne cesse de prendre des notes.)

« Vous le voyez, Messieurs, je prends les faits, je les groupe, je leur demande ce qu'ils ont à dire, et après les avoir interrogés avec sévérité

Je défie mes adversaires de pouvoir en faire autre chose sans une con- tradition inévitable.

Mais dit-on, à la fin de mars, au commencement d'avril, l'attentat était prochain, c'était au premier mai, jour de la fête du Roi, que sa vie devait être compromise par cette machine infernale; et alors il a bien fallu se pourvoir de l'artillerie qui devait accomplir le crime. Et alors nous ne craint pas de faire intervenir dans ce t abominable trame le nom de Cavagnac, proscriptions, et l'on vous dit qu'on a demandé à Cavagnac les fusils qui devaient tuer non seulement la famille royale, mais un nombre considérable de citoyens. (Mouvement marqué d'attention.)

Il y a là une intention atroce. Je vais prouver jusqu'à l'évidence que cela n'est pas; et ce qu'il y a de plus extraordinaire, ce sera à l'aide des documents fournis par M. le procureur-général et par Fieschi lui-même, que je vais établir jusqu'à l'évidence le contraire de ce qu'ils voulaient prouver. J'en prends l'engagement formel. Je vous demande votre attention. (Ecoutez! écoutez.)

Je disais que je ne croyais pas que mes paroles et ma pensée pussent être incriminées, quelle que soit l'accusation que l'on porte contre Cavagnac et Guinard, hommes honorables qu'on peut poursuivre, persécuter, trouver coupables politiquement, mais sur lesquels moralement on ne peut faire peser une accusation d'assassinat; ce n'est pas possible.

M. le président: Je dois rappeler au défenseur qu'une condamnation a été prononcée contre les individus dont il parle; le mot de persécution ne peut être prononcé.

M. Dupont: Une condamnation! Oui, la politique peut les condamner, mais les convaincre d'un crime, jamais! Eh! je m'interroge moi-même; je me demande si par hasard j'aurais pu consentir à lier amitié avec des assassins? non! je n'aurais point serré la main de Cavagnac si j'avais cru que dans sa pensée pût naître l'idée, non pas seulement de tuer un roi, mais d'immoler une population entière. Ceci est un crime que l'imagination seule de Fieschi pouvait concevoir; ce n'est pas là le fait d'un républicain romain qui peut aller jusqu'à exposer bravement sa vie pour immoler un tyran; c'est le fait d'un lâche qui ne s'attaque à un roi qu'en venant se mettre en embuscade, qu'en frappant toute une population, et qui vient dire: «Je ne craignais pas pour ma vie, alors que par derrière lui il y avait une corde pour se sauver, lorsqu'il se cachait sous un faux nom, lorsque, s'il n'eût pas été blessé, il allait disparaître, quitter le territoire de la France et jouir ailleurs impunément des résultats de son crime.»

Mais Cavagnac, mais Guinard, mes amis à moi, qu'on poursuit d'une odieuse accusation jusque sur la terre étrangère! au risque de manquer de respect aux oracles de la justice, je dois dire que je proteste contre cette accusation, même indirecte, portée contre eux.

A ces paroles, un bravo se fait entendre dans la tribune qui se trouve à gauche de celle des journalistes. M. Lobau, M. de Sparré et plusieurs pairs se lèvent et se récrient en demandant à M. le président de faire évacuer la tribune dans laquelle on s'est permis cette interruption. Un huissier se présente, de la part de M. le grand-référendaire, pour faire évacuer la tribune. Alors un monsieur décoré, portant moustache, se nomme à l'huissier comme ayant seul proféré l'acclamation dont la Cour s'est scandalisée. Cette personne sort accompagnée d'un huissier. On l'a conduite, dit-on, chez M. le grand-référendaire, qui, après admonestation, l'a laissée se retirer.

Après cet incident, M. Dupont continue. Il ne suffit pas, Messieurs, que mon âme proteste, que mon amitié s'insurge en quelques mots contre l'accusation qui a été portée contre Cavagnac et Guinard; je puis, pour les justifier, trouver d'autres raisons dans les documents de cette cause.

Pépin, suivant Fieschi, aurait bien eu l'intention de demander des fusils à Cavagnac; mais comme il l'apprit que la revue n'avait pas lieu le 1^{er} mai, la demande, au dire même de l'accusateur, ne fut pas même faite.

Que l'on prenne maintenant tous les permis, toutes les notes de la prison, qu'on y trouve que Pépina été voir quatre fois, si l'on veut, Cavagnac, quel est donc l'accusateur de Cavagnac? C'est Fieschi. Eh bien! Fieschi vient lui-même d'absoudre Cavagnac. Il peut rester la mauvaise pensée; mais au moins cette pensée mauvaise, si elle a existé chez Pépin, n'a pas même été communiquée à Cavagnac.

Ainsi, Messieurs, si j'ai protesté avec quelque chaleur contre l'accusation qu'on fait peser sur Cavagnac et Guinard, c'est que j'étais convaincu qu'on ne trouverait jamais la preuve de leur complicité, c'est que je voyais dans l'accusateur lui-même l'homme qui devait donner un démenti à l'accusation.

Dira-t-on maintenant que Pépin est retourné en juillet demander ces fusils qui devaient tuer la famille royale le 28?

Eh bien! je dirai encore à Fieschi: Comment avez-vous pu demander des fusils en juillet, quand, dès le mois de juin, vous étiez en marche avec Bury? Vous avez dit dans votre interrogatoire que c'était parce que Cavagnac n'avait pu vous donner les fusils que vous étiez allé chez Bury; mais je trouve que vous étiez allé chez Bury avant juillet; Bury est venu déclarer que c'était dès le mois de juin. Et, d'un autre côté, Pépin ne serait allé à Sainte-Pélagie qu'en juillet, je ne sais à quelle date; en sorte que vous auriez été chez Bury avant même qu'on eût pu faire aucune proposition à Cavagnac.

Arrangez, harmonisez donc votre accusation avant de venir, dans cette solennelle enceinte, la faire peser sur la tête de proscrits...

M. le président: Encore une fois, il n'y a pas de proscrits.

M. Dupont: Eh bien! je dirai: «condamnés» pour rentrer dans les termes du droit.

Je suppose Morey et Pépin complices, et sans doute je vais trouver réunis dans ces hommes toutes les conditions d'une complicité raisonnable. L'avocat discute ici la manière dont la machine infernale a été établie, et soutient qu'on ne peut reconnaître le concours de Morey, tireur habile, homme expérimenté, dans cette machine, dont plusieurs canons ont crevé, dont plusieurs autres n'ont pas parti. Il repousse les dépositions des témoins qui ont précédé reconnaître Morey pour l'homme qui allait souvent chez Fieschi, au boulevard du Temple. Il signale les dissimilitudes établies, et, entre autres, invoque le témoignage du perruquier qui rasait Morey, lequel a déclaré, contre les dires de plusieurs témoins, que Morey n'avait jamais cessé de porter des favoris; ainsi que celui de son bottier, qui a déclaré que Morey n'avait jamais porté de souliers.

Quant au fait capital, celui de la présence de Morey dans la maison où a été commis l'attentat, il n'est personne qui puisse dire: «oui, je l'ai vu.» L'accusation manque donc par la base.

M. le président: Voulez-vous prendre un instant de repos?

M. Dupont demande la permission d'ajourner à demain la fin de sa plaidoirie; mais M. le président ne consent qu'à une suspension d'audience.

Après quatre heures et demie l'audience est reprise. M. Dupont continue sa plaidoirie. La physionomie mobile de Fieschi reprend le caractère de dépit et de contrariété qu'elle n'a cessé de déceler pendant l'autre partie de l'audience. Quand il converse avec ses avocats, son sourire est forcé.

M. Dupont: Malgré les ambages des accusations intentées par Fieschi, à travers lesquelles il est si difficile de discerner la vérité, je crois avoir réuni ce vaniteux assassin au rôle qu'il s'était fait lui-même, et dont vainement depuis il a essayé de se dépouiller.

M. Dupont suppose ici que Fieschi peut bien avoir un complice qui ressemble à Morey. Sans doute, ce complice existe; mais Fieschi l'a pris sous sa protection (Mouvement); c'est probablement un de ses compatriotes. Or, un Corse sacrifie facilement un Français, car il ne le considère pas comme appartenant à la même patrie. Entendez Fieschi; il méprise les Français; ce sont des hommes légers, indiscrets, sacrifiant leurs secrets aux femmes et au vin; ils ne sont pas dignes de figurer dans de hautes entreprises; mais le Corse a toutes les affections de Fieschi: c'est un Corse qu'il lui faut; c'est avec lui seul qu'il voudrait conspirer.

Mais non; Fieschi a calomnié la Corse; ce ne sont pas là les mœurs de ce département. Les Corses ne sont pas les compatriotes de Fieschi; il s'en était fait d'autres à Paris, parmi les rebuts de toutes les nations, qui se donnent rendez-vous dans ce cloaque. Fieschi est bohémien; c'est un aventurier vivant partout d'intrigues et de crimes, il n'a point de patrie. (Fieschi s'agite sur son banc.)

M. Dupont continue à discuter les dépositions produites contre son client, et ici vient s'offrir pour combattre l'accusation le témoignage positif de la fille Annette Bocquin.

Cette fille a demeuré chez Fieschi depuis le 15 juin jusqu'au 24 ou 25 juillet; eh bien! elle affirme n'avoir pas vu un seul homme venir dans le logement du boulevard du Temple, 50.

Suivant Fieschi pas à pas, minute par minute, avec l'instruction, M. Dupont s'attache à démontrer la fausseté des accusations de Fieschi et partant l'innocence de Morey.

A 5 heures 3/4 l'audience est levée et renvoyée à demain pour la fin de la plaidoirie de M. Dupont et de la suite des débats.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle.)

(Présidence de M. Choppin d'Arnouville.)

Audience du 11 février.

AFFAIRE DES DÉTENTEURS D'ARMES DE GUERRE. — ILLÉGALITÉ DE L'ORDONNANCE DE 1816. — RÉQUISITOIRE DE M. LE PROCUREUR-GÉNÉRAL DUPIN. — SA DÉCLARATION DE PRINCIPES SUR LE POUVOIR DE FAIRE DES ORDONNANCES ET SUR L'ABUS FATAL DE L'EX-ARTICLE 14 DE LA CHARTE.

L'ordonnance de 1816, sur le délit de détention d'armes de guerre, a-t-elle été rendue en exécution des lois alors en vigueur, et les Tribunaux doivent-ils appliquer les peines qu'elle prononce? (Non.)

Plusieurs journaux annonçaient ce matin que M. Dupin était mandé au château des Tuileries pour midi, et croyaient voir dans cette entrevue du président de la Chambre des députés avec le Roi, un indice du prochain dénoûment de la crise ministérielle qui occupe en ce moment tous les esprits. Mais à l'heure indiquée, M. le procureur-général se trouva sur son siège, et développait devant la Cour des principes de droit public qui, encore bien qu'ils soient ceux de toute sa vie, empruntent à la conjoncture actuelle une sorte de nouveauté et d'importance politique. Nous allons, selon notre habitude, reproduire textuellement ce réquisitoire, qui a été prononcé avec l'accent d'une énergique conviction.

Aucun avocat n'ayant à prendre la parole, M. le procureur-général se lève et commence en ces termes l'exposé de l'affaire:

«Le 24 juillet 1816, une ordonnance royale enjoignit aux détenteurs d'armes de guerre de les déposer à leur mairie, sous peine de confiscation des armes, d'une amende de 300 fr. au plus, et d'un emprisonnement de trois mois au plus. Cette ordonnance et la pénalité qu'elle prononce furent appliquées sans obstacle jusqu'en 1827.

Mais le 8 juin 1827, le Tribunal de Melun déclare l'ordonnance non obligatoire dans sa sanction pénale; et refuse d'en faire l'application. A partir de cette époque, dans le courant des années 1827, 1828 et 1829, la Cour royale de Paris, le Tribunal de Melun, ceux de Versailles, de Troyes et la Cour royale de Metz rendent des décisions conformes.

Il est à remarquer que ces jugemens et arrêts, tout en déclarant l'ordonnance royale non obligatoire quant à l'amende et à l'emprisonnement, s'y conforment quant à la confiscation des armes de guerre, qu'ils prononcent, et en outre condamnent les prévenus aux frais.

Le ministère public de la restauration se pourvut contre chacune de ces décisions, en fondant son pourvoi sur quatre moyens si extraordinaires, que la Cour de cassation, après de longues recherches tant des conseillers-rapporteurs que du procureur-général, M. Mourre, après une correspondance de ce dernier magistrat avec le ministre de la justice, décida verbalement qu'elle s'abstiendrait de prononcer, et mit toutes ces affaires en délibéré indéfini.

Ce sont ces délibérés qu'il s'agit de vider en ce moment. La question n'a plus aujourd'hui d'intérêt que pour le passé, et pour les principes; car la loi du 24 mai 1834 a spécialement prévu et réprimé le fait de la détention d'armes de guerre, qui se trouve ainsi frappé par une disposition légale.

Mais à défaut d'une loi semblable, l'ordonnance de 1816 avait-elle pu établir contre ce fait une pénalité? c'est ce qu'il s'agit de juger.

J'ai toujours professé ici cette maxime, que les arrêts ne doivent pas servir de supplément aux lois; le juge ne peut pas, à raison de l'insuffisance de la législation, se substituer au pouvoir législatif; et sous prétexte de venir en aide au gouvernement, lui accorder des sanctions pénales qui ne sont pas légalement établies. Si l'on a appelé cela des services, ce ne sont pas des arrêts. La Cour n'entend pas ainsi sa mission.

La lacune qui existait dans notre législation pénale, contre la détention des armes de guerre, a été sentie; il y a été pourvu par la loi de 1834. Quant à l'ordonnance de 1816, c'est à bon droit que les décisions dénoncées ont refusé d'en appliquer les dispositions pénales.

Ce principe est consacré chez nous, qu'aucune pénalité ne peut être établie par ordonnance. Principe de notre législation criminelle si fondamental; axiome tellement rigoureux, que non seulement la peine doit être établie par une loi, mais encore qu'aucune condamnation ne peut être rendue sans que le texte même de la loi pénale y soit transcrit.

L'office des ordonnances est de pourvoir à l'exécution des lois, c'est-à-dire qu'elles doivent toujours prendre la loi pour base, sans pouvoir l'étendre, la restreindre ni la détruire.

Elles peuvent, il est vrai, rappeler les lois non abrogées, non tombées en désuétude; c'est là une mission du gouvernement.

Mais l'ordonnance du 24 juillet 1816 décrète, de son propre chef, une peine qui n'a aucun fondement sur aucune loi.

L'examen des anciennes ordonnances qui ont été citées comme pouvant servir de base à l'ordonnance de 1816, suffira pour convaincre qu'aucune de ces anciennes ordonnances ne s'applique au fait en question, la détention d'armes de guerre; mais qu'elles ont toutes eu dans leur temps un but plus général ou tout différent, qu'il serait logiquement impossible d'étendre au fait actuel.

D'abord, nous trouvons une ordonnance de François I^{er}, en date du 28 novembre 1540, relative au salpêtre, qui défend, sous peine de la hart, et de la confiscation de corps et de biens, la vente et le débit du salpêtre extrait de France. (Anciennes Lois Franç., tome 13, p. 701.) Et une ordonnance du même Roi, en date du 16 juillet 1546, qui défend le port d'armes, et notamment des armes dites harquebutes, harquebuses, et pistolets d'Allemagne, à toutes personnes, gentilshommes ou autres, sinon, porte cette ordonnance: «Ordonnons, voulons et nous plaît que les contrevenans soient prins et saisis au corps, et sur-le-champ, sans autre forme et figure de procès, pendus et étranglez.» (Anc. Lois franç., tome 13, p. 910.)

Certes, j'en conviendrai, c'était, comme on l'a dit, le temps des grandes polices; mais, je vous le demande, était-ce le temps de la justice telle que nous l'entendons aujourd'hui, de la justice constitutionnelle, fondée sur une charte, sur des tribunaux et des formes régulières?

Vient ensuite la grande ordonnance de Louis XIII, rendue en janvier 1629, sur les remontrances et avis des Etats et de l'assemblée

des notables, ordonnance qui fut nommée le Code Michaud; dénomination imaginée par la noblesse dont cette ordonnance froissait les prétentions, par une sorte de dérision contre le garde-des-sceaux, Michel de MARILLAC qui avait su l'obtenir malgré l'opposition des grands et des courtisans.

C'était véritablement une belle ordonnance à certains égards; tout un Code du droit public, du droit administratif, du droit criminel et du droit civil de ces temps; mais qui, précisément à cause de l'opposition de la noblesse, ne fut jamais enregistrée, et dont on ne retint en pratique qu'une seule disposition, relative aux loyers des maisons.

Mais les dispositions de cette ordonnance, invoquées dans la cause (les articles 171, 172, 173, 174; — Anciennes lois françaises, tom. xvii, pag. 274), n'y ont, en réalité, aucune application. Il s'agit de faits tous autres que celui de la détention des armes de guerre, sur lequel a statué l'ordonnance royale de 1816.

On cite ensuite une ordonnance du 14 novembre 1718, qui enjoignit aux paysans de certaines localités de remettre les armes; mais aucune copie, aucun texte de cette ordonnance n'a pu être trouvé; elle est simplement rapportée par Brillou (verbo Armes); et la raison s'en conçoit aisément. C'était un ordre, non pas pour tout le royaume, mais pour certaines localités, non pas pour tous les citoyens, mais pour les paysans de ces localités; mesure évidemment de circonstance et qui ne peut prendre rang parmi la législation générale du royaume.

Nous arrivons à une ère nouvelle, à un régime tout différent, à l'époque de 1792. Ici se trouve la loi du 2 septembre 1792, qui ordonne de déclarer infâmes, trahisseurs à la patrie, et dignes de la peine de mort, ceux qui refuseraient de remettre leurs armes. C'était l'époque de l'invasion étrangère, lorsque la France était pressée par la coalition. Il ne s'agit pas seulement des armes de guerre, ce sont toute espèce d'armes, sans distinction, qui, dans le danger de la patrie, doivent être apportées par chaque citoyen et mises à la disposition de l'Etat pour la défense commune.

L'arrêté du Directoire-exécutif, en date du 20 ventôse an IV, a un rapport plus direct avec la détention d'armes de guerre dont il s'agit au procès. Il veut que les détenteurs d'armes ou objets d'équipemens de guerre, qui n'auraient pas fait la remise de ces objets, soient poursuivis judiciairement, comme auteurs de dilapidations et vols faits à la république. Ici, comme on voit, le délit prévu change de caractère; il est fondé sur ce que les armes en question sont la propriété de l'Etat, et ne peuvent être détournées.

Mais une première réponse contre l'application de cet arrêté, c'est qu'il n'a pas été inscrit au Bulletin des lois; condition essentielle, aussi puissante, plus puissante que le fut jadis celle de l'enregistrement. Il faut que la loi ait été promulguée, pour être obligatoire; et pour être promulguée il faut qu'elle ait été insérée au Bulletin des lois. Suffirait-il, pour équivaloir à l'insertion, qu'une copie collationnée délivrée par un ministère vous fût présentée, quand aucun acte, quand rien ne prouve qu'il y ait eu publication et promulgation légales? Non, évidemment, vous ne pouvez voir là un équivalent.

Mais, à part cette raison fondamentale, l'arrêté en lui-même ne contient pas une disposition pénale législative; il ordonne que les contrevenans soient poursuivis comme auteurs de vol et de dilapidation; c'est un simple renvoi à la législation répressive de ces faits; et toute la conséquence c'est qu'on devra appliquer aux faits poursuivis, s'il y a lieu, les dispositions du Code pénal sur les vols et sur les dilapidations.

Enfin l'arrêté eût-il contenu une disposition pénale, j'appliquerais à l'arrêté ce que j'ai dit de l'ordonnance. Ce n'est qu'un acte de pouvoir exécutif et non une disposition législative.

Sous la Constitution d'alors, comme sous celle d'aujourd'hui, un pareil acte était impuissant pour décréter une peine. Aucune de ces dispositions n'a donc pu servir de base à l'ordonnance de 1816. Le texte des lois et arrêtés modernes s'y refuse, l'esprit surtout des anciens y résiste encore davantage.

Les anciennes ordonnances sur les armes, ne se bornent pas à celles qu'a citées M. le conseiller-rapporteur. On en peut voir une assez longue énumération, dans le Répertoire de M. Merlin, verbo Armes, § 2, (dernière édit., tom. 1, p. 471); encore cette énumération n'était pas complète.

Mais le but de ces ordonnances rentre toujours dans une des trois catégories que je vais exposer à la Cour. Soit la distinction entre les diverses classes de citoyens: seigneurs, gentilshommes et hauts-justiciers. — Roturiers, paysans, artisans ou autres. — Ecoliers, clercs, pages, laquais, ou artisans. — Ainsi, pour avoir le port d'armes, il faut que les citoyens soient de la qualité requise par les ordonnances. Ce sont donc des ordonnances fondées sur des distinctions de castes: mais tous les citoyens sont égaux aujourd'hui aux yeux de la loi; toutes distinctions sont abolies; la loi n'en reconnaît aucune: pas plus entre la hache et la corde, qu'entre le gentilhomme et le vilain.

Ou bien, il s'agit dans les anciennes ordonnances, de la prohibition de certaines armes, ou de certaines munitions considérées comme dangereuses, ou comme devant être réservées à l'Etat: — encore la distinction des classes de citoyens exerce-t-elle ici de nouveau son influence, certaines armes prohibées à l'égard des uns, ne l'étant pas toujours à l'égard des autres. Ce second point est tout aussi peu applicable à l'espèce qui nous occupe: il s'agit, dans la cause, de ceux qui détiennent des armes de guerre, c'est-à-dire des armes appartenant à l'Etat: ce n'est pas là le motif, tiré de ce qu'étant gentilhomme on n'avait pas le droit d'avoir un poignard ou une dague; ou de ce qu'étant paysan, on devait toujours marcher désarmé.

Ou enfin, les ordonnances ont pour but de régler la fabrication et l'exportation des armes. Mais tous ces points sont étrangers au délit moderne de la détention d'armes de guerre. Ce délit repose uniquement sur ce principe que les armes de guerre ayant une forme, un calibre et des marques différentes, ceux qui les détiennent savent qu'ils détiennent une propriété de l'Etat, et spécialement réservée à l'Etat: mais il n'a rien de commun avec le port d'armes; le port d'armes, en vertu des lois des 4 août 1789 et 22 avril 1790, est devenu un principe général, c'est le droit public, le droit de tous les citoyens, sauf à faire la demande du permis; demande qui n'est qu'une forme, mais qui ne comporte aucune distinction de classe entre les citoyens.

Les anciennes ordonnances méritent encore d'être remarquées sous le rapport de la pénalité: ainsi c'est le plus souvent à peine de la hart; à peine de la vie; à peine de la confiscation de corps et biens; à peine d'être pendu et étranglé sans forme de procès, que sont faites leurs prohibitions.

Il est vrai que, même en supposant les défenses de ces ordonnances encore en vigueur, leurs dispositions pénales ne pourraient plus être appliquées aujourd'hui, aux termes du dernier article du Code pénal de 1791, maintenu implicitement par le dernier article du Code pénal de 1810, d'après lequel il ne peut plus être infligé de peine afflictive ni infamante, en vertu des anciennes lois. Mais cela prouve d'autant mieux combien l'esprit qui a dicté ces lois et ces peines, est loin de nos idées actuelles et de l'esprit de notre lé-

gislation. Et précisément, de cela seul que ces peines, par leur atrocité, ne sont plus applicables, il s'en suit qu'à défaut d'une législation moderne et en vigueur, il doit y avoir acquiescement des prévenus.

» En effet, les anciennes peines étant inapplicables, et aucune autre n'étant légalement décrétée, aucune ne peut être prononcée. » Et de cet état de choses, il ne s'en suit pas qu'une ordonnance, même sous prétexte d'adoucir les anciennes pénalités, ait pu les remplacer par d'autres. Cette apparence d'humanité serait à la fois cruauté et usurpation.

» Ceci amène l'examen des divers moyens de cassation présentés par le ministère public en 1829.

» On sentait si bien que la pénalité de l'ordonnance de 1816 n'avait aucun appui légal dans la législation antérieure, qu'on allait chercher les motifs de la légaliser, dans l'article 14 de la Charte de 1814. Ainsi le premier moyen proposé pour la cassation, était tiré d'une violation, disait le procureur du ministère public, de l'article 14 de la Charte, qui donne au Roi le pouvoir de faire les ordonnances nécessaires pour le salut de l'Etat.

» Ainsi, par cette interprétation, on mettait non seulement le pouvoir de faire exécuter les lois, de prendre des mesures de sûreté, mais encore celui de décréter des pénalités, l'amende, l'emprisonnement, et par conséquent la mort; en un mot, le pouvoir absolu dans l'article 14!

» Ainsi l'entendaient sans doute les hommes de parti; ainsi l'entendaient les mauvais conseillers de la dynastie déchue, qui l'ont amenée sur l'abîme.

» Et telle était la démence d'alors, qu'il semblait qu'il y eût dissentiment sur ce point entre les juriconsultes, et qu'on pût en faire un moyen de droit dans un pourvoi en cassation! Funeste interprétation qui a été essayée en juin, mais réfutée en juillet 1830!

» Le second moyen que faisait valoir le ministère public de la restauration, était pris d'une prétendue violation des règles de la compétence; les Tribunaux n'ayant pas le droit de statuer sur la légalité ou l'illégalité des actes de l'autorité royale qui engagent la responsabilité ministérielle, sauf le droit d'accusation devant les Chambres.

M. le procureur-général réfute cette doctrine, de laquelle il résulterait qu'une pénalité illégale étant décrétée par simple ordonnance, les Tribunaux seraient obligés de l'appliquer et de condamner les citoyens, en attendant les décisions sur la responsabilité ministérielle, à l'amende, à l'emprisonnement, à la mort.

» Et comme il faut une chambre qui accuse, et ensuite une chambre qui condamne, continue M. le procureur-général, les citoyens seraient frappés jusqu'à ce que le procès de la responsabilité ministérielle eût atteint son terme. La Cour a toujours professé le principe de la séparation des pouvoirs; principe qui doit être maintenu depuis le législateur jusqu'au maire de village; mais ce principe n'est blessé en rien par les Tribunaux, lorsqu'ils examinent si la disposition dont on invoque l'application est ou n'est pas une loi; et lorsque, dans ce dernier cas, procédant par une sorte de préterition, sans annuler cet acte illégal, mais s'abstenant de lui donner force de loi dans la cause, ils refusent de l'appliquer.

» Cette doctrine, ajoute M. le procureur-général, était, je dois le dire à sa louange, celle de mon honorable prédécesseur.

Ici, M. Dupin donne lecture de la correspondance de M. Mourre avec le ministère de la justice, en 1829, au sujet des affaires en question; correspondance dans laquelle M. Mourre exposait que la Cour n'avait trouvé aucune loi ancienne qui pût justifier une pénalité; et que la théorie que la Cour aurait réformé pour donner vigueur à la partie pénale de l'ordonnance de 1816, consistait à dire: « Qu'une peine ne peut être établie que par l'autorité législative; c'est-à-dire par les trois pouvoirs réunis. »

» Ce fut à la suite de ces observations, dit M. le procureur-général, que les affaires furent mises en délibéré indéfini. Ce que la Cour refusa de juger en 1829 contrairement à la distinction fondamentale des pouvoirs, le jugeriez-vous aujourd'hui? Jugerait-on en 1836 moins libéralement qu'on ne concluait en 1829! (Très vive sensation).

Après le développement de quelques autres moyens, qui s'effacent devant l'importance de celui que nous venons de faire connaître, et devant l'arrêt de la Cour, M. le procureur-général dit en terminant:

» Il importait au ministère public de s'élever contre une erreur dangereuse, dans une espèce sans intérêt pour l'avenir, et qui n'aurait pour effet que d'inscrire dans nos annales une de ces doctrines fatales qui ont perdu l'ancien gouvernement, sous prétexte de le servir.

» Par ces motifs, je pense qu'il y a lieu de rejeter le pourvoi. » La Cour, après un délibéré de trois heures, et sans s'occuper de la question de prescription, soulevée accessoirement par M. le procureur-général, a, sur le fond, rendu l'arrêt suivant, conforme à ses conclusions:

Attendu que l'ordonnance de 1816 ne reposait sur aucun texte de loi alors en vigueur;

Que, par conséquent, les jugemens dénoncés ne contiennent aucune violation de loi;

La Cour rejette le pourvoi.

Nota. M. le procureur-général n'était pas présent au prononcé de l'arrêt. La Cour était à peine entrée en délibération qu'il avait quitté le Palais pour le rendez-vous royal, que cette audience avait fait retarder de deux heures. Il paraît certain au reste que cette entrevue n'a pas eu le résultat qu'en attendaient les journaux politiques.

POLICE CORRECTIONN. DE PARIS (6^e chambre.)

(Présidence de M. Brethous de la Serre.)

Audience du 11 février.

CONTREFAÇON. — LES MARCHANDS-ÉDITEURS D'ESTAMPES CONTRE LES FABRICANS, IMPRIMEURS ET DÉBITANS DE PAPIERS PEINTS.

Depuis long-temps les marchands de papiers peints empruntent aux lithographies et gravures les sujets de leurs dessins. Les éditeurs propriétaires du droit de reproduire, par la lithographie ou la gravure, les tableaux des artistes, ont porté plainte en contrefaçon.

M^e Etienne Blanc, avocat des plaignans, soutient qu'en droit le délit de contrefaçon est constant, et qu'aux termes de la jurisprudence la plus constante, il y a contrefaçon toutes les fois qu'il y a reproduction même partielle; qu'il importe peu que le dessin contrefait soit appliqué sur papier peint ou sur étoffe; que l'original soit reproduit en grand ou en petit, pour le même ou un autre usage; qu'on ne doit pas considérer non plus si la reproduction est parfaite ou grossière; et il cite à l'appui de sa doctrine, le jugement rendu au profit de l'éditeur des *Métamorphoses* de Grandville contre les imprimeurs des *devises* de confiseurs; le procès de la lithochromie en 1829; enfin, un arrêt tout récent (29 décembre 1835), de la 1^{re} chambre de la Cour royale de Paris.

M^e E. Blanc signale ensuite le tort immense que cette reproduction infinie cause aux arts et à l'industrie, et les plaintes amères des artistes contre la contrefaçon, qui enlève à leur œuvre son mérite de nouveauté, principal attrait pour le plus grand nombre.

M^e Gaudry, avocat des prévenus, fait observer que la prohibition qu'on sollicite porterait un coup mortel à l'industrie des marchands de papiers peints. En droit, il soutient qu'il n'y a contrefaçon qu'autant que la contrefaçon peut être prise pour l'original. Il invoque au surplus la bonne foi incontestable de ses clients, qui ont toujours offert, et offrent encore de renoncer à la vente des papiers peints incriminés.

M. l'avocat du Roi abandonne la prévention à l'égard des imprimeurs et débitans, et la soutient contre les fabricans, contre lesquels il requiert l'application de la loi, s'en rapportant à la sagesse du Tribunal quant aux modifications qu'il lui plaira d'admettre.

Le Tribunal, après en avoir délibéré dans la chambre du conseil, a rendu le jugement suivant:

Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1793 garantit aux peintres et dessinateurs qui font graver des tableaux et dessins le droit exclusif de vendre leurs ouvrages ou d'en céder la propriété en tout ou en partie; et que l'article 425 du Code pénal déclare délit de contrefaçon toute édition de dessin imprimé ou gravé, en tout ou en partie, au mépris des lois et réglemens sur la propriété des auteurs;

Attendu que les sieurs Maurial, Roux et Farine ont, sans l'autorisation des auteurs ou cessionnaires, fait lithographier pour paravents ou devant de cheminées des gravures qui n'étaient pas tombées dans le domaine public;

Attendu que ces lithographies, quelles que soient leur dimension, leur exécution plus ou moins imparfaite et leur destination, sont une reproduction ou entière ou partielle des gravures dont il s'agit;

Que cette reproduction non autorisée par les propriétaires est de nature à leur porter préjudice, d'une part en les privant du bénéfice qu'ils pouvaient retirer de la vente du droit de reproduire lesdites gravures qui sont leur propriété exclusive, et quant au dessin et quant à la composition; d'une autre part, en dépréciant la composition des mêmes gravures auxquelles la faveur s'attache d'autant moins qu'elles deviennent plus communes;

Attendu qu'il n'est pas établi que Maurial ait fait imprimer aucune édition de la gravure intitulée: *le Retour des Champs*;

Attendu que le sieur Motte a reconnu qu'il avait autorisé le sieur

Roux à faire lithographier pour devant de cheminée la gravure intitulée: *la Maison du Garde*;

Attendu qu'il n'est pas prouvé que Villain Ligny, Chesnay et Castelle aient agi sciemment en imprimant les lithographies contrefaites;

Attendu qu'il n'est pas prouvé non plus que Legay, Campmas, Moreau, Lanjeu et la veuve Onfroy, en recevant dans leurs magasins pour les débiters, les lithographies dont s'agit, aient eu connaissance qu'elles étaient le produit d'une contrefaçon;

Renvoie Villain, Ligny, Chesnay, Castelle, Legay, Campmas, Moreau, Lanjeu et la veuve Onfroy de l'action intentée contre eux;

Renvoie également Roux et Maurial de l'action intentée contre eux pour contrefaçon des deux gravures intitulées: *la Maison du Garde* et *le Retour des Champs*;

Déclare Roux, Maurial et Farine coupables d'avoir contrefait les autres gravures, délit prévu par les articles 425 et 427 du Code pénal, les condamne chacun à 25 fr. d'amende, ordonne la confiscation des lithographies contrefaites, ainsi que des objets qui s'y rattachent, notamment des pierres lithographiques, à l'exception de celles sur lesquelles il existe des sujets non contrefaits, lesquelles seront restituées aux propriétaires après la destruction en présence des parties intéressées ou elles dûment appelées, des sujets déclarés contrefaits, et les condamne en outre pour tous dommages-intérêts aux frais, dans lesquels entrèrent ceux occasionnés pour la destruction desdits objets.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— On nous écrit d'Angers, 9 février:

« Dans la matinée du lundi 1^{er} février, M. le préfet reçut sur les dix heures une lettre datée de la veille et par laquelle l'administrateur comptable de l'école d'arts et métiers, M. Laborderie, ancien officier retraité, lui annonçait sa résolution de mettre fin à ses jours, et lui exposait, dit-on, les motifs qui le poussaient à ce parti désespéré. M. le préfet n'eut pas plus tôt parcouru cette lettre, qu'il se rendit en toute hâte à l'école. Les portes de l'appartement de M. Laborderie étaient fermées en dedans; on s'empressa de les faire ouvrir. Mais il était trop tard: on le trouva asphyxié. Les médecins déclarèrent qu'il avait dû cesser de vivre depuis bientôt quinze heures.

» La veille M. Laborderie, sans doute afin de n'être dérangé par personne dans l'accomplissement de son fatal projet, avait annoncé au concierge de la maison qu'il partirait dans la soirée pour Saumur; et en effet il avait feint de sortir. Mais il était rentré chez lui sans être vu, s'était renfermé dans un cabinet très petit, avait étendu une couverture devant la porte afin d'intercepter tout passage à l'air extérieur, puis avait allumé et étendu sur le carreau une grande quantité de charbon, dont sans doute il s'était pourvu de longue main. Les effets de tous ces préparatifs avaient dû être aussi prompts qu'infaillibles.

» On assure que la cause de la funeste détermination de M. Laborderie est un déficit de vingt et quelque mille francs, qui ne pouvait manquer d'être découvert le lendemain, jour où devait se réunir le conseil d'administration de l'école. M. Laborderie était un homme de 55 ans environ. On attribue le désordre de sa comptabilité à la passion du jeu, qui déjà dit-on, lui avait fait dissiper une fortune assez considérable et avait forcé sa femme à faire prononcer sa séparation.

PARIS. 11 FÉVRIER.

— Dans la *Gazette des Tribunaux* d'avant-hier, nous avons rendu compte d'une question délicate jugée par la Cour d'assises, sous la présidence de M. Poulitier, à l'occasion d'un arrêt en matière de presse, qui prononçait la contrainte par corps, mais qui ne fixait pas la durée du temps pendant lequel elle pourrait être exercée. Voici le texte de cet arrêt:

« Considérant que la contrainte par corps a été prononcée par l'arrêt du 27 mai 1833, qui a omis de statuer sur la durée de cette contrainte; qu'il s'agit seulement de déterminer cette durée, et de prononcer relativement à cette voie d'exécution dont le principe est admis par une décision judiciaire en force de chose jugée; qu'ainsi la Cour d'assises est et demeure saisie, et qu'il lui appartient de statuer;

» Considérant que l'amende et les frais auxquels Lachasagne a été condamné s'élevaient à la somme de 651 fr.; que par conséquent la contrainte par corps ne peut être réglée par l'article 35 de la loi du 17 avril 1832, mais bien par l'article 40 de la même loi;

» La Cour, par ces motifs, et par application des articles 40 et 7 de la loi du 17 avril 1832, fixe à une année la durée de la contrainte par corps, pour raison des condamnations prononcées contre Lachasagne, par arrêt de la Cour d'assises de la Seine, en date du 27 mai 1833. »

Le Rédacteur en chef, garant, DARMAING.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

(Loi du 31 mars 1833.)

D'un acte sous signatures privés fait à Paris les 10 décembre 1835 et 30 janvier 1836 en quatre-vingt-dix-huit originaux, en gistré; contenant les nouveaux statuts de la société établie à Paris, sous le nom de *Banque philanthropique*, entre M. JEAN-BAPTISTE PARRY, ancien notaire, directeur-général de ladite banque, demeurant à Paris, rue de Provence, 26, d'une part, et les commanditaires dénommés audit acte, d'autre part;

A été extrait littéralement ce qui suit: Art. 1^{er}. Sous le nom de *Banque philanthropique*, il est formé pour quatre-vingts ans, qui ont commencé à courir le 1^{er} juillet 1833, entre les contractans et tous ceux qui adhéreront aux présens statuts, une société en commandite, dont 1^{re} signature et la raison sociale sont: PARRY et C^o, et dont le siège est à Paris hôtel de la Direction générale.

Art. 72. Les fonds des souscripteurs qui à partir de ce jour, sont versés dans les caisses de la Banque philanthropique, né-

cessitent la création d'un capital de garantie supérieur au fonds social déjà existant.

En conséquence le capital primitif est élevé à la somme de 1,500,000 fr., représentés par trois cents actions de 5000 fr. chacune.

Ces actions forment deux séries: la première comprend les cent premières actions divisées chacune en cinq coupons de 1000 francs l'un.

La seconde série se compose des 200 dernières actions qui ne seront émises qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale: ces 200 actions ne seront payables que par cinquième.

Le premier cinquième seul devra être versé à la délivrance du titre, les autres quatre cinquièmes ne seront exigibles que au fur et à mesure des besoins.

Ces deux cents actions de la deuxième série seront nominatives, le transfert s'en opérera par la voie de l'endossement et sera consigné sur un registre tenu à cet effet à l'administration centrale.

Art. 73. Le montant de chaque coupon d'action de la première série, est intégralement versé lors de la délivrance du coupon.

Les porteurs des anciennes actions dont la valeur est de 1000 fr. l'une, doivent purement et simplement les échanger contre un nombre égal de coupons de même valeur.

Art. 74. Chaque action donne droit soit à un trois centième des bénéfices sociaux, quand toutes celles des deux séries sont en circulation, soit à un dividende proportionnel suivant le nombre des actions émises dans l'une et l'autre série.

De plus tout cinquième versé est productif à intérêt à cinq pour cent, par année.

Chaque coupon d'action est aussi productif d'intérêt à cinq pour cent, et a droit en outre au cinquième des bénéfices sociaux afférents à une action.

Chaque coupon d'action et chaque cinquième versé, sont remboursés tous les ans dans la proportion d'un dixième.

Néanmoins, le droit consiste par le premier article, soit aux bénéfices, soit aux intérêts, est acquis intégralement au porteur même, après le remboursement de l'action; le tout.

Art. 75. Les coupons d'actions de la première série sont établis sous la forme d'un titre au porteur; en conséquence la cession

s'en opère par la tradition du titre et confère la qualité d'associé commanditaire au porteur, qui par ce seul fait est censé avoir adhéré aux présens statuts.

Art. 81. Les commanditaires ne sont passibles des pertes que jusqu'à concurrence du montant des actions ou coupons dont ils sont porteurs; en conséquence il ne peut leur être fait, au-delà, aucun appel de fonds.

Art. 88. M. PARRY (JEAN-BAPTISTE), sous le titre de directeur-général, et sous sa responsabilité sujette au contrôle mensuel des censeurs, gère et administre les affaires de la Banque philanthropique, et pourvoit, sur les recettes de la société, à tous les besoins du service, notamment aux dépenses annuelles dont la nomenclature est établie aux statuts du 10 novembre 1834.

M. PARRY peut déléguer ses pouvoirs un tiers, notamment au directeur-suppléant et au sous-directeur, mais il reste responsable de la gestion du délégué, jusqu'à ce que la substitution ait été sanctionnée par l'assemblée des commanditaires.

Le délégué assiste aux réunions des commanditaires, avec simple voix consultative,

à moins qu'il n'y ait voix délibérative comme représentant d'un commanditaire ayant droit de suffrage.

PARRY.

ÉTUDE DE M^e DETOUCHE, AGRÉÉ, Rue Montmartre, 78.

D'un acte sous signatures privées en date du 8 février 1836, enregistré à Paris, le 9 du même mois, par Chambert, qui a reçu les droits.

Il appert:

Que la société de fait qui a existé entre le sieur JULIEN-NOËL ESNAULT, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 2, et le sieur CHARLES-FRANÇOIS DEVICQUE, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, 9, pour l'exploitation d'un fonds de changeur de monnaies, situé à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 2, a été dissoute à partir du 8 février 1836.

Le sieur MICHEL LEGENISSEL, rentier, demeurant à Paris, place Royale, 3, a été nommé liquidateur de ladite société.

Pour extrait.

DETOUCHE.

DÉCÈS ET INHUMATIONS.

du 9 février.

M. Marion, rue Louis-le-Grand, 35.
M. Pecquerie, mineur, rue St-Thomas-du-Louvre, 42.
M^{lle} Bredout, rue St-Honoré, 285.
M. Pierre, rue Godot, 32.
M^{lle} Philippe, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 51.
M. Huguenet, rue de Louvois, 2.
M^{lle} Sauter née Espinasse, rue du Faubourg-Montmartre, 56.
M^{lle} Vallot, née Picard, rue des Vieux-Augustins, 10.
M. Boucher, rue Phelippeaux, 38.

M. Guidon mineur, rue Cloche-Perche, 9.
M. Breuillard, barrière de Bercy, bâtiment de l'octroi.
M. Hennequin, quai de la Cité, 11.
M. Bouchard-Oudin, rue des Beaux-Arts, 17.
M. Oursel, rue de Verneuil, 18.
M. Gehan, rue de la Boucherie, 19.
M^{lle} Wasset, rue d'Enter, 66

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.

du vendredi 12 février.

BENOUVILLE, m^e serrurier, Vérific. 10 heures.

CLAVET-GAUBERT et LABRIS, nég., Id 10
GRENAUD, md de vins, Id. 10
CUVILLIER fils, charbon-carossier, Nouv. Syndicat. 10
COUSIN (Jerôme), md de toiles, Reddition de comptes. 2

du samedi 13 février.

LANTÉ, entrep. de peintures, Remise à huitaine. 10
DUCHE (de la maison Pireyre et Duché, mds de nouveautés, Concordat. 10
BING, md de nouveautés, Id. 11
RAMBERT, négociant, Id. 11
NOTTELET, ferblantier-lampiste, Clôture. 11
DAUVERGNE, marbrier, Id. 12
BERNOUY, apprêteur de mérinos, Vérific. 12
PAY, n. fils, re-taureau, Syndicat. 12
DELHOMME, fabricant de papier-pluie, Id. 2

CLÔTURE DES AFFIRMATIONS.

février, heures.

GOBERT, md tapissier, le 15 2
VÉRITÉ, apprêteur de draps, le 16 11
MARTIN, md de modes, le 20 10
CASTE, ancien md d'étoffes, le 17 12

CONCORDATS, DIVIDENDES.

PAUQUET, m^e tanneur, à Paris, rue de l'Our-siue, 7. — Concordat, 8 décembre 1835. — Dividende, 16 % en 3 ans, par tiers, du 1^{er} janvier 1835. — Homologation: 18 décembre 1835.

PRODUCTIONS DE TITRES.

PIÉPLU, entrepreneur de maçonnerie, à Paris, rue Charlot, 31. — Chez MM. Charlemagne, rue Bourbon-Villeneuve, 45; Guillemette, quai de la Rapée.

BOURSE DU 11 FÉVRIER.

A TERME.	1 ^{er} c.	pl. et	pl. bas	dér
5 ^o comp.	109	109 35	109	25
— Fin courant	109 25	109 70	109 25	109 25
E 1831 compt	—	—	—	—
— Fin courant	—	—	—	—
E 1832 compt	—	—	—	—
— Fin courant	—	—	—	—
3 ^o comp. c. n.	80	15 80	60 80	15 80 60
— Fin courant	80	25 80	80 80	25 80 65
R de Nap compt	99	55 99	65 99	55 99 65
— Fin courant	99	75 99	80 99	75 99 80
R p d'Esp. ct	37	1 1/2	—	—
— Fin courant	—	—	—	—

IMPRIMERIE DE PHAN-DELA-ORLÉANS (MORINVAL), rue de FONS-ÉLANS, 31.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour légalisation de la signature, PHAN-DELA-ORLÉANS